

LA CINQUIEME VAGUE NOUS ENTRAINE-T-ELLE VERS UNE INEVITABLE « DESORGANISATION DE LA SOCIETE » ?

L'Humanité du 27 Décembre 2021.

"La flambée de l'épidémie met l'économie et le pays au bord de l'arrêt forcé".

LA CINQUIEME VAGUE NOUS ENTRAINE-T-ELLE VERS UNE INEVITABLE « DESORGANISATION DE LA SOCIETE » ?

Lundi 27 Décembre 2021

Nadège Dubessay

Cyprien Boganda

Naïm Sakhi

Marie-José Sirach

Eugénie Barbezat

C'est une semaine décisive qui s'annonce face à la propagation à vitesse grand V du variant Omicron. Dès ce lundi, deux réunions sont programmées à l'Élysée, autour d'Emmanuel Macron. À 16 heures, un Conseil de défense sanitaire devrait précéder un nouveau tour de vis sanitaire, alors que le seuil des 100 000 cas par jour a été dépassé samedi, jour de Noël. S'ensuivra dans la foulée un Conseil des ministres exceptionnel pour accélérer l'adoption du projet de loi transformant le passe sanitaire en passe vaccinal.

Le texte précise qu'un schéma vaccinal complet sera demandé « pour l'accès aux activités de loisirs, aux restaurants et débits de boissons, aux foires, séminaires et salons professionnels ou encore aux transports interrégionaux ». La seule présentation d'un test négatif reste valable « pour l'accès aux établissements et services de santé et médico-sociaux ». Le gouvernement espère son entrée en vigueur le 15 janvier. Jeudi, le Conseil scientifique avait alerté sur le risque de « désorganisation de la société » à partir de janvier, provoqué par le nombre croissant d'arrêts maladie. Si le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, se veut prudent face à un risque de blocage de l'économie, dans les hôpitaux comme dans de nombreux autres secteurs les effets se font déjà ressentir.

1. À quelle date se situera le pic de la cinquième vague ?

Mi-décembre, on croyait avoir atteint le pic de la cinquième vague. C'était compter sans la déferlante Omicron. Le variant, beaucoup plus contagieux, se répand à une vitesse fulgurante et bat des records de contamination. Le 25 décembre, 104 611 personnes contaminées étaient comptabilisées en France (10 000 de plus que la veille), un record absolu depuis le début de la pandémie. Sa grande faculté de propagation – trois fois plus que Delta, lui-même deux fois plus que le variant de souche – fait que, début janvier, il devrait être dominant dans toute l'Europe.

Aujourd'hui, tous les regards se tournent vers le Royaume-Uni. Le pays bat aussi des records de contamination : 120 000 par jour. Car, s'il semble admis qu'Omicron est moins dangereux que Delta, avec un risque d'admission à l'hôpital jusqu'à 70 % moins élevé, son caractère bien plus transmissible fait craindre des hospitalisations en hausse. C'est d'ailleurs le cas au Royaume-Uni, notamment à Londres. Le professeur Balloux, directeur de l'Institut de génétique de l'University College of London, tempère pourtant : au Royaume-Uni, les hôpitaux « sont loin d'atteindre la saturation ». En Afrique du Sud, berceau de ce nouveau variant, le taux d'incidence est à la baisse depuis quelques jours. Peut-être les prémices, enfin, d'une bonne nouvelle. Reste la grande inconnue : quand atteindrons-nous le pic en Europe ? Le Royaume-Uni semble encore bien loin du sommet.

2. Les hôpitaux seront-ils débordés ?

Les services de réanimation des hôpitaux accueillent aujourd'hui presque 3 300 malades du Covid. En Île-de-France, région où le variant Omicron est le plus présent, les hospitalisations ont augmenté de 10,34 % et les réanimations de 6,12 % cette dernière semaine. Médecin urgentiste au Samu 93 et responsable CGT, Christophe Prudhomme précise cependant que « les malades non Covid restent largement

majoritaires ». C'est le nombre de membres du personnel absents (cas contacts, arrêt maladie) qui inquiète aujourd'hui particulièrement.

À Avicenne (Seine-Saint-Denis), 27 % des lits étaient fermés, et ce avant même les vacances de fin d'année. Sur l'ensemble des hôpitaux de l'Assistance publique, 18 % des lits le seraient par manque de personnel. Le ministre de la Santé a fini par le reconnaître : du fait des effectifs en berne, des personnes positives au Covid et asymptomatiques travaillent. « Après avoir alarmé tout le monde, multiplié les principes de précaution et étendu le délai de confinement jusqu'à dix-sept jours, le gouvernement se retrouve dans une impasse », estime -Christophe Prudhomme.

Le médecin craint que, très vite, « des patients non Covid ne soient plus traités correctement, avec des interventions, des hospitalisations repoussées ». Déjà, dit-il, des incidences se font sentir sur les patients cancéreux et la population qui n'est pas atteinte de forme grave du Covid. Il tempête : après la première vague, le gouvernement a fait le choix de ne pas conserver le personnel qui s'était porté volontaire et est revenu à une jauge de 5 000 lits en réanimation (elle était de 8 000). « Pourtant, tout aurait pu être anticipé. Il aurait été simple de former massivement du personnel avec des contrats d'étude. Pour un aide-soignant, c'est un an d'étude. Trois pour un infirmier. Si ces choix avaient été faits, du personnel soignant aurait été prêt à travailler dès cet été. »

3. Des secteurs essentiels minés par l'absentéisme ?

Transports, grande distribution, fonction publique... Autant de secteurs essentiels qui pourraient se retrouver désorganisés par la multiplication des absences liées au Covid. C'est déjà le cas à la SNCF, où la circulation des trains sur certaines lignes a été annulée, en Occitanie notamment, mais aussi en Lozère, à Lyon, Grenoble, etc. Sur le RER C, explique Matthieu Bolle-Reddat, responsable de la CGT cheminots à Versailles, seuls « deux trains sur trois » ont roulé dès jeudi dernier, avec parfois des « gares non tenues » (sans agent). Si le service dégradé est, pour l'instant, « local et marginal », dixit la direction, avec la croissance exponentielle du nombre de contaminations, les difficultés pourraient se multiplier.

Dans la grande distribution aussi, les syndicats voient les nuages s'amonceler. « La direction nous fait un point régulier sur le nombre de cas de Covid dans les magasins, explique Laurent Lamaury, de la CGT -Carrefour Market. On recensait quatre magasins concernés jeudi dernier en Île-de-France, mais cela va vraisemblablement grimper dès cette semaine. » Le syndicaliste redoute que la nouvelle vague secoue des équipes déjà à bout en raison d'un sous-effectif chronique : « Les plans de suppression de postes ont laminé les magasins, les salariés sont épuisés. Si les cas contacts se multiplient, cela va être un massacre. »

Du côté des services publics, on commence également à tirer la langue. « Hors pandémie, la période des fêtes est déjà compliquée avec les congés. Là, on voit bien qu'il y a plus d'arrêts maladie que d'habitude », estime Céline Verzeletti, cosecrétaire générale de la CGT des services publics d'État (UFSE). Si la situation s'avère particulièrement critique dans la santé, les autres services, en particulier ceux où les fonctionnaires travaillent au contact du public, sont également touchés. « Il y a une fatigue et un ras-le-bol qui commencent à s'accumuler. On craint de ne pas arriver à faire face dans les semaines qui viennent, alors même qu'on est très habitués à travailler en sous-sous-effectif », alerte la syndicaliste.

4. La culture, encore en première ligne des dégâts ?

Déjà fragilisé depuis deux ans, le monde de la culture, et notamment le spectacle vivant, est de nouveau en sursis devant l'augmentation du nombre de cas positifs au sein des équipes artistiques et techniques. Les premiers signaux d'alerte sont venus mi-décembre du Danemark, d'Angleterre, des Pays-Bas et, le 22 décembre, de Belgique où la fermeture de tous « les commerces non essentiels » – selon l'insupportable formule consacrée – est programmée jusqu'au 14 janvier. En France, la propagation du virus a contraint l'Opéra Bastille d'annuler des représentations du Don Quichotte. Même sort pour la comédie musicale le Roi lion à Mogador, qui se jouait à guichets fermés, et le Moulin Rouge a dû surseoir à toutes ses représentations, au moins jusqu'au 31 décembre. Et Georges, le superhéros qui devait « sauver le monde » au Monfort, est contraint de jeter l'éponge.

La liste des spectacles et tournées annulés commence à alarmer sérieusement artistes, directeurs de théâtre et de cinéma, qui se remettaient à peine de deux ans de fermeture, d'annulations et de reports de spectacles et de films. La baisse de fréquentation constatée depuis la rentrée cet automne constituait déjà un premier facteur d'inquiétude, mais tous redoutent un scénario identique à celui de la première, puis de la deuxième vague, qui avait mis le monde de la culture à l'arrêt. Une inquiétude d'autant plus grande que la prolongation de l'année blanche pour les intermittents, obtenue de haute lutte, court jusqu'au 31 décembre. Et après ? La CGT spectacle estime que beaucoup d'intermittents n'atteindront pas les 507 heures nécessaires à l'ouverture de leurs droits et demande au gouvernement de décider, d'ores et déjà, la prolongation de cette année blanche, compte tenu de la détérioration de la situation.

5. Éducation nationale : faut-il repousser la rentrée ?

Dans une lettre ouverte parue samedi sur le site du Journal du dimanche, une cinquantaine de travailleurs de la santé alertent Olivier Véran sur la très grande circulation du virus chez les plus jeunes. Depuis début novembre, plus de 300 000 enfants et adolescents ont été confirmés positifs au Covid. Plus de 800 enfants de moins de 10 ans et 300 adolescents de 10 à 19 ans ont été hospitalisés en six semaines, des chiffres qui dépassent ceux des vagues précédentes et restent en augmentation. Les signataires du courrier au ministre de la Santé préconisent notamment « le report de la rentrée du 3 janvier (...) jusqu'au retour à des seuils d'indicateurs sanitaires définis publiquement ».

Du côté des syndicats d'enseignants, l'idée n'est pas à exclure, mais c'est surtout la colère qui domine face à l'immobilisme de leur ministre de tutelle. « Aucune mesure d'urgence n'a encore été annoncée alors que la situation est alarmante, s'insurge Jules Siran, cosecrétaire fédéral SUD éducation. La question de la responsabilité du protocole mis en place le 29 novembre dans l'explosion des cas de Covid est posée : le fait de ne plus fermer systématiquement les classes malgré des cas de Covid a forcément eu un impact. Les 12 millions d'élèves, du primaire au lycée, et le million d'enseignants ont constitué un incubateur géant. »

Pour Laetitia Faivre, cosecrétaire générale du Snes FSU Paris, « l'éducation nationale a fait la démonstration qu'elle n'était pas capable de mettre en place une politique de tests massifs et des mesures évidentes, comme l'aération des locaux, sont parfois difficiles quand l'ouverture des fenêtres est dangereuse ou que celles-ci sont bridées par des dispositifs de sécurité ». C'est pourquoi la syndicaliste réclame « la reprise en main de la gestion de la crise sanitaire dans les établissements scolaires par un autre interlocuteur que Jean Michel Blanquer ». Le but ? Mettre enfin, de manière pragmatique et réaliste, toutes les options sur la table, y compris la fermeture des établissements s'il est déjà trop tard pour limiter la catastrophe par d'autres moyens.

<https://www.humanite.fr/societe/variant-omicron/covid-19-la-vague-omicron-nous-entraîne-t-elle-vers-une-inevitable>